

La Charte du traducteur

(texte adopté par le Congrès à Dubrovnik en 1963 et modifié à Oslo le 9 juillet 1994)

La Fédération internationale des traducteurs, constatant

que la traduction s'affirme dans le monde contemporain comme une activité permanente, universelle et nécessaire; qu'en rendant possibles les échanges spirituels et matériels entre les peuples elle enrichit la vie des nations et contribue à une meilleure compréhension entre les hommes;

qu'en dépit des conditions variées dans lesquelles elle est exercée, la traduction doit être reconnue de nos jours comme une profession spécifique et autonome;

désireuse

d'établir, sous la forme d'un acte solennel, les principes généraux inhérents à la profession du traducteur, en vue notamment,

de faire ressortir la fonction sociale de la traduction,

de préciser les droits et devoirs du traducteur,

de poser les bases d'un Code moral du traducteur,

d'améliorer les conditions économiques et le climat social dans lesquels le traducteur exerce son activité,

de recommander certaines lignes de conduite pour les traducteurs et pour leurs organisations professionnelles, et de contribuer de cette façon à l'affirmation de la traduction en tant que profession spécifique et autonome,

présente le texte d'une charte destinée à guider le traducteur dans l'exercice de sa profession.

CHAPITRE I

DEVOIRS GÉNÉRAUX DU TRADUCTEUR

1. La traduction, étant une activité intellectuelle dont l'objet est la transposition de textes littéraires, scientifiques et techniques d'une langue dans une autre, impose à celui qui l'exerce des devoirs spécifiques tenant à sa nature même.
2. Une traduction doit toujours être établie sous la seule responsabilité du traducteur, quelle que soit la nature du rapport ou du contrat le liant à l'utilisateur.
3. Le traducteur se refusera à donner au texte une interprétation qu'il n'approuve pas, ou qui le ferait déroger aux devoirs de sa profession.
4. Toute traduction doit être fidèle et rendre exactement l'idée et la forme de l'oeuvre originale – la fidélité constituant pour le traducteur à la fois un devoir moral et une obligation de nature juridique.
5. Il ne faut pas confondre cependant traduction fidèle et traduction littérale – la fidélité de la traduction n'excluant pas une adaptation nécessaire pour rendre la forme, l'atmosphère, la signification profonde de l'oeuvre, sensibles dans une autre langue et un autre pays.
6. Le traducteur doit posséder une bonne connaissance de la langue à partir de laquelle il traduit, mais surtout la maîtrise de celle dans laquelle il traduit.
7. Il doit posséder également une culture générale et connaître suffisamment la matière qui fait l'objet de la traduction et s'abstenir d'entreprendre une traduction dans un domaine qui sort de sa compétence.
8. Le traducteur doit s'abstenir de toute concurrence déloyale dans l'exercice de sa profession; en particulier, il s'efforcera d'obtenir une juste rémunération et n'acceptera pas de tarif inférieur à ceux qui seraient éventuellement fixés par les lois ou règlements.
9. D'une manière générale, il ne doit demander ni accepter de travail à des conditions humiliantes pour lui et pour la profession qu'il exerce.
10. Le traducteur est tenu de respecter les intérêts légitimes de l'utilisateur, en considérant comme secret professionnel toutes les données dont il a pu prendre connaissance grâce à la traduction qui lui a été confiée.
11. Étant un auteur "dérivé" le traducteur est assujéti à des obligations spéciales vis-à-vis de l'auteur de l'oeuvre originale.

12. Il est tenu d'obtenir de l'auteur de l'oeuvre originale ou de l'utilisateur l'autorisation de traduire cette oeuvre ainsi que de respecter tous les autres droits dont l'auteur est investi.

CHAPITRE II

DROITS DU TRADUCTEUR

13. Tout traducteur jouit, relativement à la traduction qu'il a faite, de la plénitude des droits que le pays dans lequel il exerce son activité reconnaît aux autres travailleurs intellectuels.
14. La traduction, étant une création intellectuelle, jouit de la protection juridique reconnue aux oeuvres de l'esprit.
15. Le traducteur est donc titulaire d'un droit d'auteur sur sa traduction, et investi, par suite, des mêmes prérogatives que l'auteur de l'oeuvre originale.
16. Le traducteur jouit en conséquence de tous les droits moraux et patrimoniaux inhérents à la qualité d'auteur.
17. Ainsi, le traducteur conserve pendant toute sa vie le droit de revendiquer la paternité de son oeuvre, dont il s'ensuit notamment
- a) que le nom du traducteur doit être cité d'une façon manifeste et non équivoque lors de toute utilisation publique de sa traduction;
 - b) que le traducteur est autorisé à s'opposer à toute déformation, mutilation ou autre modification de sa traduction;
 - c) que les éditeurs et autres bénéficiaires de la traduction n'ont le droit d'y apporter aucun changement sans le consentement préalable du traducteur;
 - d) que le traducteur est autorisé à interdire toute utilisation abusive de sa traduction et à s'opposer en général à toute atteinte préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.
18. De même, le traducteur est investi du droit exclusif d'autoriser la publication, la présentation, la transmission, la retraduction, l'adaptation, la modification et autres transformations de sa traduction, et, d'une manière générale, l'utilisation de sa traduction sous quelque forme que ce soit.

19. Il appartient au traducteur, pour toute utilisation publique de sa traduction, un droit à la rémunération pécuniaire dont le montant est fixé par le contrat ou par la loi.

CHAPITRE III

SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU TRADUCTEUR

20. Le traducteur doit être assuré de conditions d'existence lui permettant d'accomplir avec efficacité et dignité la tâche sociale qui lui est confiée.
21. Le traducteur doit être associé à la fortune de son oeuvre, avoir droit notamment à une rémunération proportionnelle au produit commercial de l'oeuvre traduite.
22. Il doit être reconnu que la traduction peut se présenter aussi sous l'aspect d'un travail sur commande et ouvrir, à ce titre, un droit à une rémunération indépendante des profits commerciaux de l'oeuvre traduite.
23. La profession de traducteur, au même titre que les autres professions, doit recevoir dans chaque pays une protection équivalente à celle que ce pays accorde à d'autres professions, par des conventions collectives, des contrats-types, etc.
24. Les traducteurs doivent bénéficier dans chaque pays de tous les avantages garantis aux travailleurs intellectuels, et notamment de tous systèmes d'assurances sociales, en matière de retraite de vieillesse, de maladie, de chômage et de prestations familiales.

CHAPITRE IV

ASSOCIATIONS ET SYNDICATS DE TRADUCTEURS

25. Les traducteurs, comme les représentants d'autres professions, jouissent du droit de constituer des associations ou syndicats professionnels.
26. En dehors de la défense des intérêts moraux et matériels des traducteurs, ces organisations ont pour rôle de veiller au relèvement de la qualité des traductions et de traiter toutes les autres questions relatives à la traduction.
27. Elles interviennent auprès des pouvoirs publics dans la préparation et l'établissement des mesures législatives et réglementaires concernant la profession.

28. Elles s'efforcent de maintenir des contacts permanents avec les organisations ayant recours à la traduction (syndicats d'éditeurs, entreprises industrielles et commerciales, administrations publiques ou privées, organes de presse, etc.) en vue d'une étude et d'une solution de leurs problèmes communs.
29. En veillant à la qualité des oeuvres traduites dans leur pays, elles se tiennent en liaison avec les organismes culturels, les sociétés d'auteurs, les sections nationales du Pen Club, les représentants de la critique littéraire, les sociétés savantes, les universités et les instituts de recherche technique et scientifique.
30. Elles sont appelées à exercer une action d'arbitrage et d'expertise dans tous les différends opposant traducteurs et utilisateurs de traduction.
31. Il leur appartient de donner leur avis sur la formation et le recrutement des traducteurs, de même que de participer avec les instituts spécialisés et les universités à la réalisation de ces buts.
32. Elles s'efforcent de réunir les informations de toutes provenances intéressant la profession pour les mettre à la disposition des traducteurs sous forme de bibliothèques, dossiers, revues, bulletins, et créent, à cette fin, des services de renseignement théoriques et pratiques, organisent des colloques et des réunions.
36. L'association des traducteurs en groupements nationaux, de même que celle de ces derniers dans la Fédération internationale des traducteurs doit s'accomplir en toute liberté.
37. La Fédération internationale des traducteurs défend les droits matériels et moraux des traducteurs sur le plan international, suit l'évolution des questions théoriques et pratiques relatives à la traduction et s'efforce de contribuer à la diffusion de la culture dans le monde.
38. La Fédération internationale des traducteurs réalise ces objectifs en représentant les traducteurs sur le plan international, notamment dans les rapports avec les organisations gouvernementales, non gouvernementales et supranationales, en participant à des réunions pouvant intéresser les traducteurs et la traduction à l'échelle internationale, en éditant des publications et en organisant ou en faisant organiser des congrès permettant l'étude de questions intéressant la traduction et les traducteurs.
39. D'une manière générale, la Fédération internationale des traducteurs prolonge l'action des sociétés de chaque pays sur le plan international, coordonne leurs efforts et définit sa ligne de conduite commune.

CHAPITRE V

ORGANISATIONS NATIONALES ET FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES TRADUCTEURS

33. S'il existe dans un pays plusieurs groupements de traducteurs constitués soit sur une base régionale, soit par catégories de traducteurs, il est souhaitable que ces groupements coordonnent leurs efforts, tout en gardant leur individualité, dans une organisation nationale centrale.
34. Dans les pays où il n'existe pas encore d'association ou de syndicat de traducteurs, il est suggéré à ces derniers d'unir leurs efforts en vue d'aboutir à la création indispensable d'un tel organisme, aux conditions requises par les législations de ces pays.
35. Afin d'assurer par des efforts communs la réalisation de leurs buts sur le plan mondial, les organisations nationales représentatives des traducteurs sont appelées à s'unir dans la
40. Les associations nationales et la Fédération internationale des traducteurs, leur organisme central, puisent l'énergie nécessaire à la poursuite de leurs buts professionnels dans le sentiment de solidarité existant entre les traducteurs et dans la dignité de la traduction qui contribue à une meilleure compréhension entre les peuples et à l'épanouissement de la culture dans le monde.

The Translator's Charter

(approved by the Congress at Dubrovnik in 1963 and amended in Oslo on July 9, 1994)

The International Federation of Translators

noting

that translation has established itself as a permanent, universal and necessary activity in the world of today; that by making intellectual and material exchanges possible among nations it enriches their life and contributes to a better understanding amongst men;

that in spite of the various circumstances under which it is practised translation must now be recognised as a distinct and autonomous profession; and

desiring

to lay down, as a formal document, certain general principles inseparably connected with the profession of translating, particularly for the purpose of

stressing the social function of translation,

laying down the rights and duties of translators,

laying the basis of a translator's code of ethics,

improving the economic conditions and social climate in which the translator carries out his activity, and

recommending certain lines of conduct for translators and their professional organisations, and to contribute in this way to the recognition of translation as a distinct and autonomous profession,

announces the text of a charter proposed to serve as guiding principles for the exercise of the profession of translator.

SECTION I

GENERAL OBLIGATIONS OF THE TRANSLATOR

1. Translation, being an intellectual activity, the object of which is the transfer of literary, scientific and technical texts from one language into another, imposes on those who practice it specific obligations inherent in its very nature.
2. A translation shall always be made on the sole responsibility of the translator, whatever

the character of the relationship of contract which binds him/her to the user.

3. The translator shall refuse to give to a text an interpretation of which he/she does not approve, or which would be contrary to the obligations of his/her profession.
4. Every translation shall be faithful and render exactly the idea and form of the original – this fidelity constituting both a moral and legal obligation for the translator.
5. A faithful translation, however, should not be confused with a literal translation, the fidelity of a translation not excluding an adaptation to make the form, the atmosphere and deeper meaning of the work felt in another language and country.
6. The translator shall possess a sound knowledge of the language from which he/she translates and should, in particular, be a master of that into which he/she translates.
7. He/she must likewise have a broad general knowledge and know sufficiently well the subject matter of the translation and refrain from undertaking a translation in a field beyond his competence.
8. The translator shall refrain from any unfair competition in carrying out his profession; in particular, he/she shall strive for equitable remuneration and not accept any fee below that which may be fixed by law and regulations.
9. In general, he/she shall neither seek nor accept work under conditions humiliating to himself/herself or his/her profession.
10. The translator shall respect the legitimate interests of the user by treating as a professional secret any information which may come into his/her possession as a result of the translation entrusted to him/her.
11. Being a "secondary" author, the translator is required to accept special obligations with respect to the author of the original work.
12. He/she must obtain from the author of the original work or from the user authorisation to translate a work, and must furthermore respect all other rights vested in the author.

SECTION II

RIGHTS OF THE TRANSLATOR

13. Every translator shall enjoy all the rights with respect to the translation he/she has made, which the country where he/she exercises his/her activities grants to other intellectual workers.
14. A translation, being a creation of the intellect, shall enjoy the legal protection accorded to such works.
15. The translator is therefore the holder of copyright in his/her translation and consequently has the same privileges as the author of the original work.
16. The translator shall thus enjoy, with respect to his/her translation, all the moral rights of succession conferred by his/her authorship.
17. He/she shall consequently enjoy during his/her lifetime the right to recognition of his/her authorship of the translation, from which it follows, inter alia, that
 - a) his/her name shall be mentioned clearly and unambiguously whenever his/her translation is used publicly;
 - b) he/she shall be entitled to oppose any distortion, mutilation or other modification of his/her translation;
 - c) publishers and other users of his/her translation shall not make changes therein without the translator's prior consent;
 - d) he/she shall be entitled to prohibit any improper use of his/her translation and, in general, to resist any attack upon it that is prejudicial to his/her honour or reputation.
18. Furthermore, the exclusive right to authorise the publication, presentation, broadcasting, re-translation, adaptation, modification or other rendering of his/her translation, and, in general, the right to use his/her translation in any form shall remain with the translator.
19. For every public use of his/her translation the translator shall be entitled to remuneration at a rate fixed by contract or law.

SECTION III

ECONOMIC AND SOCIAL POSITION OF THE TRANSLATOR

20. The translator must be assured of living conditions enabling him/her to carry out with efficiency and dignity the social task conferred on him/her.
21. The translator shall have a share in the success of his/her work and shall, in particular, be entitled to remuneration proportional to the commercial proceeds from the work he/she has translated.
22. It must be recognised that translation can also arise in the form of commissioned work and acquire as such rights to remuneration independent of commercial profits accruing from the work translated.
23. The translating profession, like other professions, shall enjoy in every country a protection equal to that afforded to other professions in that country, by collective agreements, standard contracts, etc.
24. Translators in every country shall enjoy the advantages granted to intellectual workers, and particularly of all social insurance schemes, such as old-age pensions, health insurance, unemployment benefits and family allowances.

SECTION IV

TRANSLATORS' SOCIETIES AND UNIONS

25. In common with members of other professions, translators shall enjoy the right to form professional societies or unions.
26. In addition to defending the moral and material interests of translators, these organisations shall have the task of ensuring improvement in standards of translation and of dealing with all other matters concerning translation.
27. They shall exert their influence on public authorities in the preparation and introduction of legal measures and regulations concerning the profession.
28. They shall strive to maintain permanent relations with organisations which are users of translations (publishers' associations, industrial and commercial enterprises, public and private authorities, the Press, etc.) for the

purpose of studying and finding solutions to their common problems.

29. In watching over the quality of all works translated in their countries, they shall keep in touch with cultural organisations, societies of authors, national sections of the Pen Club, literary critics, learned societies, universities, and technical and scientific research institutes.
30. They shall be competent to act as arbiters and experts in all disputes arising between translators and users of translations.
31. They shall have the right to give advice on the training and recruitment of translators, and to co-operate with specialised organisations and universities in the pursuit of these aims.
32. They shall endeavour to collect information of interest to the profession from all sources and to place it at the disposal of translators in the form of libraries, files, journals and bulletins, for which purpose they shall establish theoretical and practical information services, and organise seminars and meetings.

SECTION V

NATIONAL ORGANISATIONS AND THE INTERNATIONAL FEDERATION OF TRANSLATORS

33. Where several groups of translators exist in a country, organised either on a regional basis or into different categories, it will be desirable for these groups to co-ordinate their activities in a central national organisation, at the same time preserving their identity.
34. In countries where societies or unions of translators are not yet in existence, it is suggested that translators should join forces to bring about the necessary establishment of such an organisation, in accordance with the relevant legal requirements of their country.
35. To ensure the attainment of their aims at world level by common effort, national translators' organisations are called upon to unite in the *Fédération internationale des traducteurs* (International Federation of Translators [FIT]).
36. Translators shall join their national organisations of their own free will and the same must apply to the societies with respect to their association with the International Federation of Translators.

37. The International Federation of Translators shall defend the material and moral rights of translators at the international level, keep in touch with progress in theoretical and practical matters relating to translation, and endeavour to contribute to the spread of civilisation throughout the world.
38. The International Federation of Translators shall attain these objectives by representing translators at the international level, particularly through relations with governmental, non-governmental and supranational organisations, by taking part in meetings likely to be of interest to translators and translation at the international level, by publishing works, and by organising or arranging for the organisation of congresses at which questions concerning translation or translators may be examined.
39. In general the International Federation of Translators shall extend the activities of the societies of every country at the international level, co-ordinate their efforts and define its common policy.
40. The national societies and the International Federation of Translators, their central organisation, derive the strength necessary for the pursuit of their professional objectives from the feeling of solidarity existing among translators and from the dignity of translation which contributes to better understanding among nations and to the spread of culture throughout the world.

- a) communicating to translators current information concerning terminology required by them in the general course of their work;
 - b) collaborating closely with terminology centres throughout the world with a view to standardising and developing the internationalisation of scientific and technical terminology so as to facilitate the task of translators.
13. In association with professional organisations or associations and other interested parties, Member States should facilitate exchanges of translators between different countries, so as to allow them to improve their knowledge of the language from which they work and of the socio-cultural context in which the works to be translated by them are written.
14. With a view to improving the quality of translations, the following principles and practical measures should be expressly recognised in professional statutes mentioned under sub-paragraph 7 (a) and in any other written agreements between the translators and the users:
- a) translators should be given a reasonable period of time to accomplish their work;
 - b) any documents and information necessary for the understanding of the text to be translated and the drafting of the translation should, so far as possible, be made available to translators;
 - c) as a general rule, a translation should be made from the original work, recourse being had to retranslation only where absolutely necessary;
 - d) a translator should, as far as possible, translate into his own mother tongue or into a language of which he or she has a mastery equal to that of his or her mother tongue.
- VI. DEVELOPING COUNTRIES**
15. The principles and norms set forth in this Recommendation may be adapted by developing countries in any way deemed necessary to help them meet their requirements, and in the light of the special provisions for the benefit of developing countries introduced in the Universal Copyright Convention as revised at Paris on 24 July 1971 and the Paris Act (1971) of the Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works.
- VII. FINAL PROVISION**
16. Where translators and translations enjoy a level of protection which is, in certain respects, more favourable than that provided for in this Recommendation, its provisions should not be invoked to diminish the protection already acquired.